

## A mon avis

Jean-Yves Ntoutoume

# Le vrai visage de l'émergence à la gabonaise

Certains observateurs et autres analystes politiques décrivaient déjà le pouvoir de Libreville comme une force du mal qui s'est installée au sommet de l'Etat par un coup de force, juste pour assouvir la soif du pouvoir d'un fils de président dictateur qui a toujours rêvé de prendre la place de papa. Rien que ça !

Quid du développement du pays ? Là est toute la question qu'on peut se poser après un septennat où les budgets d'investissements du pays ont été doublés, voire triplés, en sus de bénéficier d'une plus-value pétrolière inégalée : plus de 100 dollars le baril entre 2010 et 2014. Les matières premières constituant la plus grande partie du budget de l'Etat, il va sans dire que les premières années du septennat finissant d'Ali Bongo, ont été généreuses sur le plan budgétaire.

Mais sur le terrain, le contraste est abyssal entre les budgets colossaux issus, entre autres, de la manne pétrolière et le développement du pays. Au point qu'en fin de mandat, Ali Bongo a de la peine, dans une tournée républicaine en trompe l'œil, à justifier ce qu'il a fait de l'argent public. Obligé face à son désert de réalisations à pousser le ridicule

en apprenant aux Gabonais médusés, qu'il a construit les hôpitaux pendant qu'il n'était que ministre des Affaires Etrangères. Comme si cette mission incombait au ministère des Affaires étrangères. Il est clair donc que si les actes sautaient aux yeux des Gabonais, aucune mauvaise foi ne pouvait les nier. Mais ici, il n'y a presque rien à mettre sous la dent. A défaut d'une récupération d'un projet (la CNAMGS) qu'il a héritée de son prédécesseur de père et de quelques chantiers routiers administrativement entamés sous le même règne de «papa».

Des 5000 logements annuels, de la construction des grands barrages électriques pour pallier à la crise énergétique, en passant par le grand aéroport international d'Andem sur la route de Kango, de la nouvelle compagnie aérienne nationale, des écoles et autres universités promises, des promesses faites pour développer le pays lors des conseils des ministres délocalisés..., rien de tout ça n'a été réalisé. La preuve, c'est la démission d'un député de son camp qui lui a dit les yeux dans les yeux que la contrée qui a reçu Ali Bongo samedi dernier est dans la plus pauvre du

pays, selon le rapport commandité par la première dame. C'est dire si l'émergence d'Ali Bongo est une simple vue de l'esprit.

Conscient de cette kyrielle de promesses non tenues, l'homme est obligé de s'en prendre avec véhémence à ses adversaires politiques qui n'auraient rien fait quand ils étaient aux affaires. Un peu comme si dans l'opposition actuelle, il y avait d'anciens présidents de la République. Faut-il rappeler à Ali Bongo que les deux premiers présidents du Gabon ne sont plus de ce monde et que s'il considère que rien n'a été fait avant son avènement au pouvoir, il fait le procès de son prédécesseur.

A la différence de messieurs Myboto, Oye Mba, Jean Ping, Nzouba Ndama et consorts, lui, Ali Bongo a eu un mandat présidentiel. Donc un mandat du peuple gabonais à qui il doit rendre compte.

Le reste, c'est de la démagogie d'un président au bilan fatalement négatif.